Document généré le 12 oct. 2024 05:06

Recherches sociographiques

Pierre DROUILLY, *Le paradoxe canadien*

Jean Crête

Volume 21, numéro 1-2, 1980

La Nation

URI : https://id.erudit.org/iderudit/055887ar
DOI : https://doi.org/10.7202/055887ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Crête, J. (1980). Compte rendu de [Pierre DROUILLY, *Le paradoxe canadien*]. *Recherches sociographiques*, *21*(1-2), 208–209. https://doi.org/10.7202/055887ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Cour suprême du Canada semble plus en harmonie avec les vues de Sir John A. MacDonald et de son œuvre ; par une sorte de juste retour des choses, le pouvoir judiciaire semble coller davantage à la lettre de la constitution plutôt qu'à dégager une définition d'un véritable fédéralisme canadien. On notera finalement que l'ouvrage de Me L'Écuyer est un ouvrage technique où le non-juriste perdra facilement son latin. Il donne une excellente revue des principales décisions qui ont marqué l'évolution du fédéralisme canadien et constitue, à ce titre, une synthèse admirable dans l'un des domaines complexes du droit canadien.

J.-Maurice ARBOUR

Faculté de droit,
Université Laval.

Pierre DROUILLY, *Le paradoxe canadien. Le Québec et les élections fédérales*, Montréal, Parti pris, 1978, 234p.

Malgré les bons textes que les politicologues québécois ont produits depuis une vingtaine d'années sur les phénomènes électoraux, il n'y avait pas encore d'ouvrage, en français, entièrement consacré aux élections fédérales canadiennes. Le livre de Pierre Drouilly ne pouvait être que le bienvenu, d'autant plus que l'éditeur annonçait que « cette analyse renouvelée du comportement des électeurs québécois et canadiens va au fond des choses [...] » (dos de la couverture). Le sociologue politique déchante rapidement car il ne s'agit pas de cet ouvrage fondamental tant attendu mais d'un recueil de textes, dont plusieurs ont déjà été publiés dans des quotidiens de 1974 à 1979. L'ouvrage s'adresse donc au grand public et non pas uniquement aux spécialistes des questions électorales.

Cet ouvrage descriptif des résultats électoraux se divise en cinq parties : 1. Le Parti québécois et les élections fédérales de 1972 et 1974 ; 2. Les créditistes ; 3. Les forces en présence au Canada à la veille des élections fédérales de 1979 ; 4. Le bloc libéral au Québec ; 5. Les élections partielles de 1978. En appendice, on retrouve d'utiles statistiques électorales.

Du point de vue méthodologique, les partis pris de l'auteur sont explicites. « La recherche scholastique des "motivations", des "perceptions", des "satisfactions" et autres frissons de l'électorat, est ici dénuée de tout intérêt : elle vise, par des descriptions impressionnistes, à occulter les vrais problèmes, tels que vécus par le monde. » (P. 95.) L'auteur propose plutôt d'utiliser les résultats électoraux bruts : « Pour qui veut s'en donner la peine, les chiffres sont éloquents et révèlent, du moins dans un premier temps, des faits surprenants qui s'en trouvent, par le fait même, fondés et en partie expliqués. » (P. 15.) Il se fait alors un devoir de détailler l'information statistique plutôt que de la résumer ; malgré les milliers de chiffres que compte ce recueil de textes, il n'y a ni coefficient, ni graphique. Il s'agit en quelque sorte d'une application à la sociologie électorale de l'idée du brutalisme exacerbé en architecture. Des briques sont des briques, des chiffres sont des chiffres. Ces descriptions brutes des résultats électoraux sont le plus souvent ennuyeuses et diminuent quelque peu l'efficacité du texte même.

Le but de l'auteur est également explicite : c'est de proposer aux indépendantistes québécois « des clefs pour donner une réponse qui frappe juste » (p. 39). Il leur rappelle donc que, depuis le milieu des années cinquante, le Parti conservateur est majoritaire au Canada anglais (sauf lors de l'élection de 1968) et que, si le Parti libéral se retrouve au pouvoir, c'est grâce au Québec. Qui au Québec vote pour le Parti libéral aux élections fédérales ? Les mêmes électeurs qui votent libéral au provincial. Les libéraux dominent au Québec lors des élections fédérales parce que leurs opposants s'abstiennent, notamment les péquistes, ou sont trop divisés. L'auteur est presque convaincant.

Si on reconstituait l'argument grâce à un tableau à double entrée ayant pour résultats marginaux, d'un côté les pourcentages de votes obtenus par les partis lors de l'élection provinciale de 1976, et de l'autre, les résultats de l'élection fédérale de 1979 au Québec, et que l'on distribue les

votes à l'intérieur de ce tableau selon les indications fournies par l'auteur — notamment aux pages 175 et suivantes sur les blocs libéral, conservateur, créditiste et québécois — on devrait alors conclure qu'à peu près tous les abstentionnistes au provincial sont des électeurs libéraux au fédéral et qu'inversement, les abstentionnistes lors des élections fédérales sont des péquistes. Pour éviter d'en arriver à cette conclusion, il faudrait admettre que le Parti libéral fédéral, parti des « Canadiens français », recueille une partie du vote du bloc nationaliste québécois. L'auteur rejette d'emblée cette hypothèse; il croit qu'« il existe une coupure totale entre ce nationalisme traditionnel, catholique, français, autonomiste [...], corporatiste, ultra-conservateur [...] et le nationalisme québécois indépendantiste, laïc, progressif et anti-libéral [...] ». (P. 184.)

Bref, en plus de décrire les résultats électoraux au Canada depuis vingt ans et de commenter l'actualité électorale, on défend dans cet ouvrage la thèse que le vote péquiste ne s'additionne pas au vote ethnique libéral au fédéral. Le tout est agrémenté d'admonitions, de maximes, de dessins d'animaux et de monstres.

Jean CRÊTE

Département de science politique,
Université Laval.

Dominique CLIFT et Sheila MCLEOD ARNOPOULOS, *Le fait anglais au Québec*, [Montréal], Libre expression, 1979, 277p.

Depuis le début du siècle, les minorités françaises des provinces anglo-canadiennes ont fait l'objet de nombreuses études. À notre connaissance, cependant, cet excellent petit livre de Dominique Clift et de Sheila Arnopoulos constitue la première analyse sérieuse de la situation de la minorité anglophone du Québec.

Les deux auteurs sont d'anciens journalistes du défunt *Montreal Star*. Ils visent, dans leur volume, à montrer l'interaction constante entre anglophones et francophones du Québec et à prouver que « le fait anglais est un élément essentiel de l'identité collective française comme l'est le fait français pour la population anglaise » (p. 15). À leur avis, les historiens et les politiciens cherchent à nier ce fait. Du côté anglais, on semble incapable d'accepter la participation française à la gestion de l'économie, alors que du côté français, les nationalistes entrevoient la possibilité de créer au Québec une société entièrement française « qui reproduirait l'exclusivisme anglais dont on s'est tant plaint par le passé » (p. 17).

Le livre se divise en trois parties. Dans un premier temps, les auteurs brossent un tableau historique du problème. En deuxième lieu, ils s'interrogent sur la situation actuelle et, finalement, ils présentent quelques aspects de ce que pourrait être le Québec de demain. À l'intérieur de chacune de ces parties, cependant, le plan semble moins évident. Dans la première partie, par exemple, un chapitre sur le conflit linguistique est suivi d'une discussion du rôle de médiateur du Parti libéral fédéral. D'autres sujets, abordés dans la troisième partie, touchent autant le présent que l'avenir.

Clift et Arnopoulos tentent de démontrer que dans le passé les relations entre anglophones et francophones au Québec étaient relativement harmonieuses. Cette coexistence s'explique par le fait que les deux groupes étaient peu en contact l'un avec l'autre. Chaque groupe avait sa vocation, son domaine privilégié, que l'on devine aisément: les anglophones géraient l'économie et les francophones s'occupaient de religion et de culture, en partie parce qu'ils se méfiaient du capitalisme et manifestaient un certain dédain pour les affaires. Si le lecteur accepte l'affirmation que les francophones participaient peu à l'économie québécoise en voie d'industrialisation, il se laissera convaincre moins facilement que les anglophones étaient réellement exclus du monde « intellectuel ». La minorité de langue anglaise possédait un réseau complet d'institutions culturelles mais, étant donné que celles-ci fonctionnaient en anglais, il n'y avait à peu près pas de rapports avec les francophones œuvrant dans le même domaine.